

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 21/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHIMIREC CDS**

20, rue Jean Moulin  
28700 Béville-Le-Comte

Références : VAT20240505  
Code AIOT : 0010008145

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement CHIMIREC CDS implanté 20, rue Jean Moulin 28700 Béville-le-Comte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC CDS
- 20, rue Jean Moulin 28700 Béville-le-Comte
- Code AIOT : 0010008145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **–Situation de l'entreprise:**

La société CHIMIREC CDS exerce, sur son site de Béville-le-Comte, une activité de collecte, transit, regroupement et pré-traitement de déchets d'activités économiques. Cet établissement emploie

40 personnes.

–Point sur le classement de l'établissement:

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26janvier2011 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9juin2023.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):

- 3510: élimination ou valorisation de déchets dangereux, la capacité étant de 77t/j (autorisation);
- 3550: stockage temporaire de déchets dangereux, la capacité étant de 1213,5t (autorisation);
- 2718-1: installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 1193,5t (autorisation);
- 2790-1: installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de déchets traités étant de 77t/j et 20000t/an (autorisation);
- 2791-1: installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 12t/j (autorisation);
- 2711-2: installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 100m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique);
- 2714-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 360m<sup>3</sup> (déclaration);
- 2716-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume de susceptible d'être présents étant de 180m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique);
- 2795-2: lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux: quantité maximale d'eau mise en œuvre: 2m<sup>3</sup>/j (déclaration avec contrôle périodique).

L'établissement comportant une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature ICPE (rubrique IED principale), les meilleures techniques disponibles – traitement des déchets (BREF WT) lui sont applicables dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 17décembre2019.

–Projets et investissements:

Les travaux d'extension et de réaménagement du site prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9juin2023 sont en cours, ils devraient s'achever courant 2026.

L'exploitant envisage d'acquérir une parcelle située au sud de son site afin d'étendre son établissement. L'inspection des installations classées rappelle que les modifications qui résultent de cette opération doivent préalablement être portées à la connaissance du préfet d'Eure-et-Loir (extension du périmètre ICPE, modifications des conditions d'exploitation de l'établissement...).

–Incidents ou accidents:

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques - conduits et traitements	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	12 mois
2	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.3.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	12 mois
14	Quantité de déchets entreposés	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
16	Implantation des installations	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
17	Alvéole A2 - capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
19	Aménagement du bassin versant n° 2	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
20	Rétention des eaux d'extinction – bassin versant n° 2	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions de mesure	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques - réduction des émissions diffuses - broyeurs	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Dispositions de lutte contre l'incendie - bâtiment des contenants vides	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Dispositions constructives - bâtiment des contenants vides	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Portes piétonnes – alvéoles A7 et A8	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Accès des secours extérieurs	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.5	/	Sans objet
13	Surveillance des stockages de déchets combustibles.	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
18	Modifications de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets atmosphériques - conduits et traitements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions dans l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/11/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Conduit n° 1 : Broyeur de parfums ; Traitement des poussières par un dispositif de filtration ; Traitement des COV par une tour de lavage à eau sur une colonne d'absorption.</p> <p>Conduit n° 2 : Broyeurs d'emballages et matériaux souillés (EMS) ; Traitement des poussières par un dispositif de filtration ; Traitement des COV si les caractéristiques du rejet l'imposent [...].</p> <p>Conduit n° 3 : Alvéole A10 (stockage temporaire des solvants non-chlorés), postes de pompage et de déconditionnement, événements des cuves de stockage des déchets liquides ; Traitement des COV si les caractéristiques du rejet l'imposent [...].</p> <p>[...] L'exploitant met en place des capteurs de pression permettant de vérifier le bon fonctionnement de chacun des dispositifs de traitement de ses effluents gazeux. En cas d'atteinte d'un seuil d'alerte, une alarme avertit l'exploitant du dysfonctionnement.</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Observations du 09/11/2023 : Visite de l'installation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les émissions atmosphériques du broyeur de parfum sont captées et rejetées par l'atmosphère via un conduit (conduit n° 1). Présence sur ce conduit d'une tour de lavage à eau sur colonne d'absorption, d'un dispositif de filtration et d'un extracteur ;</li><li>- les émissions atmosphériques des broyeurs EMS sont captées et rejetées par l'atmosphère via un conduit (conduit n° 2). Présence sur ce conduit d'un dispositif de filtration et d'un extracteur. L'exploitant n'a pas réalisé de mesure de concentration en COV (cf. point de contrôle n° 7), la nécessité de mettre en œuvre un traitement de ces composés n'a donc pas été évaluée ;</li><li>- les deux dispositifs de filtration précités sont équipés de capteurs de pression en amont et en aval, en cas de différentiel de pression indiquant un colmatage un voyant signale un défaut sur l'armoire électrique associée ;</li><li>- l'exploitant déclare que les conduits n° 1 et n° 2 ont été conçus en prenant en considération le futur déplacement des broyeurs dans le cadre des travaux de réaménagement et d'extension de l'établissement ;</li><li>- les événements des cuves de stockage d'éthanol et d'eaux souillées ne sont pas associées à un conduit de rejet à l'atmosphère. L'exploitant déclare que ces cuves doivent être déplacées lors des travaux</li></ul>

précités et que le conduit n° 3 (qui doit également capter les effluents gazeux d'installations créées durant ces travaux) sera mis en place à cette occasion. L'inspection des installations classées relève en outre le fait que les meilleures techniques disponibles applicables au site en vertu de son classement IED ne concernent pas lesdits événements.

Constat du 09/11/2023 : Les événements des cuves de stockage de déchets liquides (éthanol, eaux souillées) ne sont pas associés à un dispositif de captation et de rejet canalisé à l'atmosphère.

L'exploitant déclare que, dans le cadre des travaux d'extension et de modification de ses installations, ses cuves de stockage d'éthanol et d'eaux souillées seront déplacées dans la nouvelle "zone n° 5". Il précise que le conduit de rejet à l'atmosphère n° 3 sera installé à cette occasion. La mise en service de la zone n° 5 est prévue dans le courant du deuxième semestre 2025.

Le constat de l'inspection précédente est maintenu dans l'attente.

**Constat : Les événements des cuves de stockage de déchets liquides (éthanol, eaux souillées) ne sont pas associés à un dispositif de captation et de rejet canalisé à l'atmosphère.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

## N° 2 : Surveillance des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement une surveillance des rejets des conduits n° 1 et n° 2 dans les conditions suivantes :

- Débit ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN ISO 16911-1 ou FD X43-140 [...]
- Poussières ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN 13284-1 [...]
- COVT ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN 12619 [...]
- COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...]
- COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 ; Fréquence : semestrielle ; Méthode

<p>de mesure : FD X43-319 [...].</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement une surveillance des rejets du conduit n° 3 dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Débit ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : NF EN ISO 16911-1 ou FD X43-140 [...];</li> <li>- COVT ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : NF EN 12619 [...];</li> <li>- COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...];</li> <li>- COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...].</li> </ul> <p>[Pour chaque polluant : valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente les deux derniers rapports d'analyse des rejets atmosphériques des conduits n° 1 et 2 réalisés par un organisme accrédité COFRAC (le conduit n° 3 n'a pas encore été mis en place, voir point de contrôle n° 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les derniers prélèvements ont été réalisés le 18/06/2024 (il y a moins de six mois), les prélèvements précédents ont été réalisés le 30/11/2023 ;</li> <li>- les débits ont été déterminés selon la méthode prescrite ;</li> <li>- les polluants suivants ont été recherchés selon la méthode de mesure prescrite : poussières, COVT ;</li> <li>- l'exploitant a fait réaliser une recherche des COV émis par ses conduits, aucun COV visé à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 n'a été détecté, le seul COV répondant aux mentions de danger énumérées est l'acétaldéhyde (mention H350). Toutefois la méthode d'analyse des COV spécifiques ne répond pas à la norme FD X43-319. L'exploitant déclare que les analyses ont été réalisées par des méthodes internes à son prestataire, adaptées à ces polluants. L'inspection des installations classées relève néanmoins que ces résultats ne sont pas rendus sous accréditation COFRAC.</li> </ul> <p><b>Constat : La méthode retenue par l'exploitant pour la réalisation des mesures de suivi des COV spécifiques ne correspond pas à la norme FD X43-319.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>



**N° 3 : Conditions de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sans correction de la teneur en oxygène. Les concentrations sont exprimées en $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ ou en $\text{mg}/\text{Nm}^3$ .
<b>Constats :</b>  Examen complémentaire des rapports d'analyse des rejets atmosphériques des conduits n° 1 et 2 cités au point de contrôle n° 2 : - le débit des effluents gazeux est exprimé dans les conditions normales de température et de pression (273 °K et 101,3 kPa) sur gaz sec ; - les concentrations sont exprimées en $\text{mg}/\text{Nm}^3$ sans correction de la teneur en oxygène.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conduit n° 1 : [...] débit nominal $2800 \text{ Nm}^3/\text{h}$ , vitesse minimale d'éjection 5 m/s. Conduit n° 2 : [...] débit nominal $5600 \text{ Nm}^3/\text{h}$ , vitesse minimale d'éjection 8 m/s. Conduit n° 3 : [...] débit nominal $4500 \text{ Nm}^3/\text{h}$ , vitesse minimale d'éjection 5 m/s.
<b>Constats :</b>  Examen complémentaire des rapports d'analyse des rejets atmosphériques des conduits n° 1 et 2 cités au point de contrôle n° 2 : <ul style="list-style-type: none"><li>• les débits nominaux mesurés sont inférieurs à ceux indiqués dans l'arrêté ;</li><li>• la vitesse d'éjection mesurée en juin 2024 pour le conduit n° 2 (broyeur EMS) est inférieure à la vitesse minimale prescrite (<math>4,4 \text{ m/s} &lt; 8 \text{ m/s}</math>), il n'est pas relevé d'autre anomalie concernant les vitesses d'éjection.</li></ul> Le débit nominal ne correspond pas à une valeur limite d'émission. Toutefois l'exploitant est tenu de respecter les vitesses d'éjection minimales prescrites.  En ce qui concerne le conduit n° 1 (pour lequel la vitesse d'éjection minimale est respectée), l'exploitant indique qu'il a installé un traitement complémentaire des COV, et qu'une phase de

réglage est en cours afin d'optimiser le traitement. **L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il devra réaliser les éventuels aménagements nécessaires au respect de la vitesse d'éjection minimale prescrite.**

Par ailleurs, l'exploitant indique que le conduit n° 2 devrait à terme fonctionner avec un débit nominal inférieur à 5000 Nm<sup>3</sup>/s, et qu'il envisage de solliciter une modification de la vitesse minimale d'éjection prescrite. **L'inspection des installations classées rappelle que cette demande fait l'objet d'un porter à connaissance remis au Préfet d'Eure-et-Loir.**

**Constat : La vitesse d'éjection des rejets atmosphérique du conduit n° 2 (broyeur EMS) est inférieure à la vitesse minimale prescrite.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Valeurs limites d'émission

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Conduit n° 1 :

- poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup> ; 14 g/h ; 42 g/j ; 10,9 kg/an.
- COVT : 30\* mg/Nm<sup>3</sup> ; 84 g/h ; 252 g/j ; 65,5 kg/an.

Conduit n° 2 :

- poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup> ; 28 g/h ; 168 g/j ; 43,6 kg/an.
- COVT : 30\* mg/Nm<sup>3</sup> ; 168 g/h ; 1008 g/j ; 262 kg/an.

Conduit n° 3 :

- COVT : 110\* mg/Nm<sup>3</sup> ; 495 g/h ; 6083 g/j ; 1969 kg/an.

\* la valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux en tenant compte des valeurs de flux définies à l'article 27.7 du 2 février 1998 susvisé (COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, ou COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351).

### Constats :

Examen complémentaire des rapports d'analyse des rejets atmosphériques des conduits n° 1 et 2 cités au point de contrôle n° 2 :

- en présence d'un COV présentant la mention de danger H350 (acétaldéhyde) dans les rejets atmosphériques des deux conduits, la VLE associée aux COVT est applicable ;
- conduit n° 1 (broyeur parfum) : dépassement des VLE prescrites en concentration et en flux pour les COVT (30/11/2023 : 273 mg/Nm<sup>3</sup> > 30 mg/Nm<sup>3</sup> et 559 g/h > 14 g/h ; 18/06/2024 : 180 mg/Nm<sup>3</sup> > 30 mg/Nm<sup>3</sup> et 317 g/h > 14 g/h), absence de dépassement de la VLE prescrite en poussières ;
- conduit n° 2 (broyeur EMS) : dépassement des VLE prescrites en concentration et en flux pour les COVT (30/11/2023 : 149 mg/Nm<sup>3</sup> > 30 mg/Nm<sup>3</sup> et 501 g/h > 14 g/h ; 18/06/2024 : 95 mg/Nm<sup>3</sup> > 30 mg/Nm<sup>3</sup> et 170 g/h > 14 g/h), absence de dépassement de la VLE prescrite en poussières.

En ce qui concerne le conduit n° 1, l'exploitant indique qu'il a procédé à l'ajout d'un filtre à charbon actif visant à réduire la concentration en COVT suite à la campagne de mesure du 30/11/2023. Toutefois, malgré la baisse d'environ 34 % en concentration des COVT rejetés constatée à l'occasion de la campagne de mesure du 18/06/2024 (suite à cet aménagement), l'inspection des installations classées constate un dépassement important des VLE prescrites en concentration et en flux concernant ces polluants. L'exploitant indique qu'il va baisser la vitesse de passage des rejets atmosphériques dans ses dispositifs de traitement afin d'améliorer leur efficacité. Il s'engage également à réaliser des prélèvements avant la prochaine campagne de surveillance des rejets atmosphériques afin d'évaluer l'efficacité de ces optimisations. L'inspection des installations classées rappelle qu'en tout état de cause les vitesses d'éjection minimales prescrites doivent être respectées.

### Visite de l'installation :

- présence d'un filtre à charbon actif relié au conduit n° 1, ce dispositif est placé en amont de la tour de lavage des gaz ;
- absence de dispositif permettant de traiter les COV contenus dans les effluents rejetés par le conduit n° 2.

**Constat : Les effluents atmosphériques rejetés par l'exploitant, au niveau des conduits n° 1 et n° 2, présentent des dépassements significatifs des VLE prescrites en concentration et en flux pour le paramètre COVT.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Rejets atmosphériques - réduction des émissions diffuses - broyeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions dans l'environnement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les émissions atmosphériques diffuses. En particulier :

[...] - les contenants de déchets sont fermés, les bennes sont fermées ;

[...] - les équipements de broyage font l'objet d'une maintenance adéquate afin d'optimiser le temps de broyage ;

- les équipements de broyage sont équipés de dispositifs de brumisation pour éviter les émissions diffuses de poussières ;

- les vis sans fin des broyeurs sont totalement capotées ;

- les bennes de stockage des déchets broyés sont fermées après les opérations de broyage ;

- les contenants de réception des matières issues des broyeurs sont ajustés afin de limiter la hauteur de chute des matières prétraitées ;

- la récupération des jus issus des opérations de broyage s'effectue dans un bac de récupération couvert de 1 m<sup>3</sup> situé sous les broyeurs, puis, selon leur nature, les jus sont acheminés par un réseau de tuyauterie vers des cuves de stockage ou stockés en conteneurs de 1 m<sup>3</sup> ;

[...] - les installations du site sont ainsi nettoyées à une fréquence hebdomadaire. Le nettoyage des machines (broyeurs, presses) est effectué sans solvant, avec des copeaux de bois [...] .

**Constats :**

*Observations du 09/11/2023 : L'exploitant présente les consignes de maintenance de ses broyeurs, elles prévoient notamment la réalisation de divers contrôle selon une fréquence mensuelle, ces contrôles font l'objet d'un enregistrement (l'exploitant présente les fiches attestant de leur réalisation). Par ailleurs, un nettoyage de ces dispositifs est réalisé selon une fréquence quotidienne en fin de poste, l'exploitant déclare que cette opération consiste à vider les broyeurs et ne nécessite pas la mise en œuvre de solvant.*

*Visite de l'installation :*

*- les bennes de déchets entreposées en extérieur sont fermées ;*

*- le broyeur de parfum, ainsi que les broyeurs EMS sont munis d'un dispositif de brumisation en partie haute ;*

*- la vis sans fin des broyeurs est totalement capotée ;*

*- les bennes de stockage de déchets broyés sont ouvertes alors qu'aucune opération de broyage n'est en cours ;*

*- les exutoires des déchets broyés sont ajustés à la hauteur des bennes dans lesquels ils sont rejetés ;*

*- par sondage, examen du broyeur de parfum : présence sous le broyeur d'une zone capotée dédiée à la mise en place d'une cuve métallique de 1 m<sup>3</sup> destinée à la récupération des jus (en l'absence d'opération de broyage en cours, cette cuve n'est pas en place lors de l'inspection). Une pince permet de raccorder cette cuve à la terre par liaison équipotentielle.*

*Constat du 09/11/2023 : L'exploitant ne ferme pas les bennes de stockage de déchets broyés après chaque opération de broyage.*

L'exploitant présente sa consigne « Fermeture des bennes » (S471 V1 du 15/12/2023), ainsi qu'un document indiquant qu'elle a été diffusée aux intervenants et utilisateurs des bennes au cours d'une causerie en date du 28/12/2023. Cette procédure requiert désormais la fermeture des bennes entre deux campagnes de broyage.

Visite de l'installation : les bennes de stockage de déchets broyés sont fermées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Dispositions de lutte contre l'incendie - bâtiment des contenants vides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]

**Constats :**

*Observations du 09/11/2023 : L'étude de dangers contenue dans le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant déposé le 8 décembre 2021 et complété le 9 septembre 2022 et le 25 octobre 2022 précise que : "la détection fumée est présente sur tout le site tandis que la détection flamme est présente au niveau des broyeurs et de la fosse à déchets".*

*En outre, le courrier, en date du 11 mai 2022, portant à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir la construction du bâtiment de stockage des contenants vides précise que "la détection incendie sera mis[e] en œuvre".*

*Visite du bâtiment de stockage des contenants vides : absence de dispositif de détection incendie. L'exploitant déclare qu'il va entreprendre les actions nécessaires pour mettre en œuvre ladite détection incendie.*

*Par ailleurs, le courrier précité précise que le bâtiment disposera "d'un exutoire de fumée".*

*Visite du bâtiment de stockage des contenants vides : présence de deux trappes de désenfumage en point haut de la toiture et d'une commande située à proximité de l'issue du bâtiment.*

*Constat du 09/11/2023 : Le bâtiment de stockage des contenants vides n'est pas doté d'un dispositif de détection incendie.*

*Visite du bâtiment des contenants vides : présence de 10 détecteurs de fumées, d'une centrale incendie, d'un déclencheur d'alarme manuel à proximité de la sortie du bâtiment et d'un diffuseur d'alarme sonore.*

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 8 : Dispositions constructives - bâtiment des contenants vides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

[...] Bâtiment de stockage des contenants vides :

- Matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité).
- Toiture : charpente métallique et bac acier :
- Dalle béton et charpente métallique, murs en bac acier.

[...] Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

*Observations du 09/11/2023 : Visite du bâtiment de stockage des contenants vides :*

- les murs et la toiture sont réalisés en bac acier reposant sur une charpente métallique ;
- le sol est constitué d'un revêtement en enrobé.

*L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs attestant que les matériaux employés pour la construction de ce bâtiment répondent à la classe A1 selon NF EN 13 501-1. En outre, il doit démontrer que le revêtement de sol mis en œuvre assure un niveau d'étanchéité équivalent à celui d'une dalle béton en situation accidentelle.*

*Constat du 09/11/2023 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les matériaux mis en œuvre pour la construction du bâtiment de stockage des contenants vides répondent à la classe A1 selon NF EN 13 501-1.*

*Il doit également démontrer que le revêtement en enrobé mis en place assure une étanchéité du sol équivalente à celle d'une dalle béton en cas de situation accidentelle.*

L'exploitant présente un certificat démontrant que le bardage métallique du bâtiment des contenants vides répond à la classe A1 selon NF EN 13 501-1.

En outre, l'exploitant présente les dispositions constructives du revêtement en enrobé, elles indiquent qu'il permet d'assurer l'étanchéité du sol en situation accidentelle.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Portes piétonnes – alvéoles A7 et A8**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

[...] zone divisée en neuf alvéoles (numérotées A2 à A9 et A11) dotées [...] pour les alvéoles A5 à A9 d'une porte piétonne coupe-feu de degré EI 60 [...] donnant sur le couloir séparant les zones n° 3 et n° 1 (locaux administratifs) du bâtiment [...].

**Constats :**

*Observations du 09/11/2023 : Par sondage, examen des portes piétonnes des alvéoles A7 et A8 :*

- elles portent une étiquette attestant qu'elles font l'objet d'une vérification périodique ;
- elles ne portent pas d'affichage précisant leur degré de résistance au feu.

*L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des éléments justifiant le degré de résistance au feu des portes examinées.*

*Constat du 09/11/2023 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les portes piétonnes équipant les alvéoles A7 et A8 sont coupe-feu de degré EI 60 .*

L'exploitant précise que les portes piétonnes des alvéoles A7 et A8 ont été mises en place en 2011

et non à l'occasion d'une modification récente. Il présente le procès verbal de classement au feu de ces dispositif daté du 12/07/1999 ainsi qu'une information technique précisant que ce dernier était valide pour les travaux réalisés jusqu'en 2014. Ledit procès verbal indique que les portes piétonnes précitées sont pare-flammes et coupe-feu de degré une heure.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Localisation des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

*Observations du 09/11/2023 : Examen du plan des zones de danger internes à l'établissement présenté par l'exploitant :*

- les parties de l'établissement situées à l'extérieur du bâtiment existant ne sont pas représentées (en particulier : absence des cuves de stockage d'éthanol et d'eaux souillées, des bennes de stockage de déchets situées en extérieur, du bâtiment de stockage des contenants vides) ;
- les zones de danger situées dans le bâtiment existant sont représentées par divers pictogrammes (risque incendie, explosion, émanations toxiques), toutefois les zones concernées par ces risques ne sont pas précisément délimitées et la fréquence d'apparition des risques n'est pas précisée (notamment en ce qui concerne la formation d'atmosphères explosibles).

*Visite de l'installation :*



- les risques relatifs à l'alvéole A12 sont indiqués sur sa porte d'accès, les consignes afférentes sont affichées ;
- la zone à risque liée au broyeur de parfum n'est pas matérialisée, les consignes afférentes ne sont pas précisées.

Constat du 09/11/2023 : Le plan des zones de danger internes à l'établissement est incomplet, en outre les zones à risque ne sont pas précisément repérées et la fréquence d'apparition du risque n'est pas précisée.

Par ailleurs les zones de danger ne sont pas systématiquement matérialisées sur le site et les consignes afférentes ne sont pas systématiquement indiquées à l'entrée de ces zones.

Examen du plan des zones de danger internes à l'établissement mis à jour par l'exploitant :

- les zones pouvant être à l'origine d'un incendie, d'une explosion ou d'émissions toxiques y sont repérées ;
- la fréquence d'apparition des risques d'explosion est précisée ;
- le plan couvre les zones extérieure et le bâtiment du site.

Visite de l'installation :

- la zone à risque liée au broyeur de parfum est matérialisée, les consignes afférentes sont affichées ;
- la zone à risque liée au broyeur EMS est matérialisée, les consignes afférentes sont affichées. **L'inspection des installations classées relève toutefois que les affichages sont en partie masqués par des coulures. L'exploitant s'engage à les remettre en état ;**
- la zone à risque liée à l'alvéole A2 est signalée à l'entrée du local, es consignes afférentes sont affichées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés ci-après :

- au moins deux poteaux incendie publics situés à proximité de l'établissement, permettant chacun de disposer d'un débit d'eau minimal non-simultané de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar durant deux heures ;

- une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> au minimum située dans la zone nord-ouest du site. L'exploitant s'assure que cette réserve est disponible en permanence. Trois aires de stationnement de 32 m<sup>2</sup> (8 x 4 m) accessibles en toute circonstance, via un cheminement stabilisé de 3 m de largeur et de 3,5 m de hauteur minimum, sont accolées perpendiculairement à cette réserve, pour permettre la mise en aspiration des moyens du SDIS ;

- [...] - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par une réserve d'eau de 133 m<sup>3</sup> réalimentée par le réseau d'eau potable ;

- une réserve d'émulseur de 2 m<sup>3</sup> adapté au risque alimentant les systèmes d'extinction additivés ;

- deux pomperies incendie adaptées permettant d'alimenter le réseau précité ;

- des systèmes d'extinction automatique d'incendie adaptés au risque à défendre équipant :

la fosse de réception, les deux broyeurs et leurs armoires électriques, la vis sans fin de chargement des bennes et les bennes de la zone 6 (extinction à l'eau additivée et, pour les armoires électriques par étouffement au gaz) ;

- [...] les deux cuves dédiées au stockage d'alcools, la cuve dédiée au stockage des solvants non-chlorés (une couronne d'aspersion à l'eau par cuve) [...].

[...] Les dispositifs de pompage, ainsi que les réserves en eau et en émulseur nécessaires aux systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus de manière à ce que leur fonctionnement ne soit pas affecté par un incendie survenant dans les secteurs qu'ils défendent. [...]

#### **Constats :**

*Observations du 09/11/2023 : L'exploitant présente le plan des poteaux incendie externes au site sur lesquels il s'appuie pour sa défense incendie : trois poteaux incendie sont situés à proximité immédiate de l'établissement. Les derniers résultats d'essai de ces dispositifs sont reportés sur ce plan : deux d'entre eux délivrent un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar (données communiquées par courriel par la collectivité). L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant devrait disposer du rapport d'essai de ces équipements afin de pouvoir vérifier les conditions de réalisation et la durée de l'essai.*

#### *Visite de l'installation :*

- présence d'une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> (bâche souple) située dans la zone nord-ouest du site, la zone correspondant aux trois emplacements réservés aux secours extérieurs de 8 x 4 m chacun accolés perpendiculairement à la réserve est libre le jour de l'inspection, toutefois ces emplacements ne sont pas matérialisés ce qui ne permet pas de garantir qu'ils sont libres en permanence. Cette zone est accessible par une voirie de plus de 3 m de largeur et libre d'obstacle en hauteur à partir du portail situé au nord-ouest de l'établissement ;

- présence de deux conteneurs de 1 m<sup>3</sup> d'émulseur situés à proximité immédiate de la bâche souple précitée ;

- présence d'un local abritant la pomperie incendie du site séparé du reste de l'établissement par un mur de parpaings ;

- la seconde pomperie incendie, qui sera associée à la réserve d'eau de 133 m<sup>3</sup> prescrite, concerne les zones de l'établissement qui seront créées ou réaménagées dans le cadre des travaux en cours,

ces dispositifs ne sont donc pas installés le jour de l'inspection ;

- présence d'un réseau de buses d'aspersion reliées au réseau d'extinction automatique d'incendie au niveau de la fosse de réception des déchets à broyer, des deux broyeurs EMS et de la vis sans fin de chargement des bennes. Présence d'une réserve d'émulseur connectée au système précité dans la zone de broyage, l'exploitant justifie que ce dispositif n'est pas susceptible d'être affecté par les effets d'un incendie en raison de la rapidité de mise en œuvre de l'extinction automatique, il précise toutefois qu'il sera déplacé dans le cadre des travaux en cours ;
- la zone n° 6 (future zone de broyage des EMS) n'est pas aménagée le jour de l'inspection, elle sera créée dans le cadre des travaux en cours ;
- absence de couronne d'aspersion à eau de la cuve de stockage d'alcool existante (la seconde sera ajoutée dans le cadre des travaux en cours).

Constat du 09/11/2023 : En l'absence de matérialisation des trois aires de stationnement dédiées aux secours extérieurs, l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer qu'elles sont disponibles en permanence.

Par ailleurs la cuve de stockage d'alcool n'est pas dotée d'une couronne d'aspersion à eau.

L'exploitant déclare que, dans le cadre des travaux d'extension et de modification de ses installations, ses cuves de stockage d'éthanol et d'eaux souillées seront déplacées dans la nouvelle "zone n° 5". Il précise que les couronnes d'aspersion prescrites seront installées à cette occasion. La mise en service de la zone n° 5 est prévue dans le courant du deuxième semestre 2025. Le constat de l'inspection précédente relatif à ce point est maintenu dans l'attente.

Visite de l'installation : la zone correspondant aux trois emplacements réservés aux secours extérieurs de 8 x 4 m chacun accolés perpendiculairement à la réserve incendie est libre le jour de l'inspection, ces emplacements sont matérialisés.

**Constat : La cuve de stockage d'alcool n'est pas dotée d'une couronne d'aspersion à eau.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 12 : Accès des secours extérieurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que les services d'incendie et de secours soient en mesure d'entrer en permanence par ces accès, y compris en dehors des horaires d'ouverture. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le portail nord du site est muni d'un cadenas, les services d'incendie et de secours disposent d'une clef permettant de l'ouvrir ;</li> <li>l'exploitant a placé une boîte à clef au niveau de l'accès piéton situé à l'ouest du bâtiment dont il a communiqué le code aux services d'incendie et de secours ;</li> <li>l'exploitant a placé des casiers à destination des services d'incendie et de secours contenant les plans du bâtiment et la localisation des principaux lieux de stockage. <b>L'inspection des installations classées relève que certaines zones de stockage, telles que la zone extérieure ouest, ne sont pas représentées sur lesdits plans. L'exploitant s'engage à les compléter.</b></li> </ul> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

N° 13 : Surveillance des stockages de déchets combustibles.

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 09/11/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant réalise, au plus tôt 2 heures après l'admission du dernier déchet, une ronde d'inspection avant fermeture du site (le soir et le week-end) afin, notamment, d'identifier les éventuels points chauds. En l'absence de présence humaine permanente, les stockages de déchets combustibles couverts par le réseau de détecteurs d'incendie sont équipés d'une télésurveillance avec possibilité de visualisation à distance. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observations du 09/11/2023 : L'exploitant présente les modalités de vérification qu'il a mises en place afin d'identifier les éventuels points chauds avant chaque fermeture de l'établissement : - il s'est doté d'une caméra thermique portable, il présente le fonctionnement de ce dispositif au</i></p>

cours de l'inspection (par sondage, vérification de l'absence de point chaud dans l'alvéole A12 : essai concluant) ;

- une inspection visant à détecter les éventuels points chauds est réalisée par l'exploitant avant chaque fermeture de l'établissement, environ 2 heures après l'admission du dernier déchet. Une température d'alerte est déterminée à partir de la température ambiante de l'établissement au moment de la visite. Le résultat de cette inspection est reporté sur une fiche de contrôle qui précise la température d'alerte et trace les températures relevées dans chaque zone de l'établissement, ainsi que la date et l'heure de la vérification. **L'inspection des installations classées indique que cette fiche pourrait utilement préciser l'heure de la dernière admission de déchet de la journée ;**

- par sondage, examen du classeur dans lequel l'exploitant archive les fiches de contrôle précitées : présence de fiches de contrôles dûment renseignées concernant chaque jour ouvré depuis le 02/11/2023.

Par ailleurs l'exploitant déclare qu'il a mis en place une astreinte (7 jours sur 7 et 24 heures sur 24). En cas de détection d'incendie l'agent d'astreinte est prévenu sur son téléphone, par ailleurs il sera possible (après mise en place de ce dispositif) de visualiser sur son téléphone les vidéos issues des caméras de surveillance.

L'exploitant présente la commande, signée le 09/10/2023, concernant le déploiement d'un réseau de caméras de surveillance permettant de visualiser les stockages de déchets combustibles. Il précise que ces équipements seront installés en décembre 2023.

L'exploitant déclare également que la fosse de réception des déchets à broyer qui sera aménagée dans le cadre des travaux en cours (dans la future zone n° 6) sera surveillée par une caméra thermique.

Constat du 09/11/2023 : L'exploitant n'a pas fait installer le système permettant de visualiser à distance les zones de stockage de déchets combustibles de l'établissement.

L'exploitant déclare qu'il a fait installer un système permettant de visualiser à distance les zones de stockage de déchets combustibles de l'établissement, et que les images peuvent être visualisées par ordinateur ou depuis les téléphones ou la tablette des cadres d'astreinte, mais aussi par son prestataire de gardiennage. L'exploitant présente les images de vidéosurveillance du site depuis son ordinateur. Il précise que 23 caméras ont été réparties sur son site.

Visite de l'installation : par sondage, présence de caméras de surveillance permettant de visualiser la fosse de déchargement, l'accès à la zone de broyage, l'alvéole A2, le couloir des alvéoles A9 et A10, l'alvéole A8.

Par sondage, examen des fiches de contrôle relatives aux inspections visant à détecter les éventuels points chauds réalisées par l'exploitant avant la fermeture de l'établissement en dates du 10/09 et du 23/09/2024 : l'heure de réception du dernier déchet est précisée (16h30), un contrôle est réalisé par le personnel de l'exploitant à 17h, un contrôle complémentaire est réalisé par la société de gardiennage à 19h, aucune anomalie détectée lors de ces contrôles.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 14 : Quantité de déchets entreposés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

[...]

Stockage de déchets vrac :

- [...] solvants non-chlorés : 30 t ;
- [...] emballages et matériaux souillés (EMS) : 110 t [...].

**Constats :**

L'exploitant présente l'état de ses stocks de déchets au 23/09/2024 :

- il détient une quantité de déchet supérieure à celle prescrite en ce qui concerne les emballages et matériaux souillés (EMS) en vrac (132 t > 110 t), les poudres (6 t > 5 t\*), et les solvants non-chlorés conditionnés (42 t > 34 t) ;
- des mesures compensatoires sont définies : vérification de l'absence de dépassement d'un seuil Seveso (l'exploitant présente les éléments correspondants pour la date du 23/09/2024), fermeture de la porte coupe-feu de l'alvéole A2 en fin de journée, surveillance par caméra thermique deux fois par jour (voir point de contrôle n° 13).

L'exploitant déclare que cette accumulation est due aux difficultés rencontrées par ses exutoires (baisse d'activité des cimenteries notamment).

L'exploitant présente les fiches de suivi qu'il établit en cas de dépassement des quantités de déchet prescrites sur son site pour l'année 2024. L'inspection des installations classées constate que ces dépassement sont quasiment quotidiens depuis le 01/01/2024. Par ailleurs l'inspection des installations classées indique que l'exploitant doit l'informer en cas de dépassement des quantités prescrites de déchets qu'il entrepose.

*\* quantité maximale prise en compte pour le calcul du classement Seveso du site.*

Visite de l'installation :

- le nombre de bennes de déchets présente dans la zone ouest est supérieur à celui prescrit (voir point de contrôle n° 16) ;

- la fosse de réception des déchets est très chargée ;
- la zone de broyage des déchets est encombrée (voir point de contrôle n° 15).

Constat formulé lors de l'inspection : Les quantités d'emballages et matériaux souillés en vrac, de poudres et de solvants non-chlorés conditionnés entreposées par l'exploitant excèdent de manière récurrente les quantités maximales prescrites pour ces types de déchets.

Toutefois, l'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 30/09/2024, un état de ses stocks de déchets actualisé. Examen du document remis : faible dépassement de la quantité maximale prescrite en ce qui concerne les EMS en vrac (111,4 t > 110 t), absence de dépassement des quantités maximales prescrites pour les autres types de déchets. En outre, l'exploitant s'engage à réduire les apports d'EMS dans l'attente de la diminution de ses stocks, il présente le courriel qu'il a transmis le 26/09/2024 à ses clients afin de les informer de cette situation.

**Constat : La quantité d'emballages et matériaux souillés en vrac entreposée par l'exploitant excède la quantité maximale prescrite pour ce type de déchet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 15 : Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

[...] Les équipements sont [...] facilement accessibles. [...]

**Constats :**

Visite de la zone de broyage : un RIA et un extincteur à poudre de 50 kg ne sont pas accessibles en raison des entreposages de déchets en excès dans cette zone.

Toutefois, l'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 30/09/2024, un état de ses stocks de déchets actualisé. Examen du document remis : faible dépassement de la quantité maximale prescrite en ce qui concerne les EMS en vrac (111,4 t > 110 t), absence de dépassement des quantités maximales prescrites pour les autres types de déchets. **L'exploitant doit néanmoins démontrer que la diminution des quantités de déchets entreposées permet de rétablir un accès facile à ses moyens de lutte contre l'incendie.**

**Constat :** L'exploitant ne s'assure pas que ses moyens de lutte contre l'incendie sont facilement accessibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 16 : Implantation des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

Les zones et stockages internes aux bâtiments sont implantés selon le plan joint en annexe 3.

[...] Zones extérieures : Les bennes [...] sont implantées conformément au plan en annexe 3. Les zones d'entreposage des bennes sont matérialisées par un marquage au sol.

Bassin versant n° 1 :

- zone ouest : 16 bennes de 30 m<sup>3</sup> (deux alignements de 8 bennes) à au moins 9 m de la limite de propriété et plus de 9,5 m de la réserve incendie. Les deux bennes les plus proches de la réserve incendie ne contiennent pas de déchets combustibles. Un merlon paysager d'une hauteur de 2 m est implanté en limite ouest de ce stockage ;
- zone centrale : 5 bennes de 30 m<sup>3</sup> situées à plus de 16 m de la façade ouest du bâtiment d'exploitation et de la zone ouest, ainsi qu'à plus de 9 m des emplacements dédiés au stationnement des secours extérieurs ;
- 4 bennes de 30 m<sup>3</sup> contenant des déchets incombustibles au nord-est de la réserve incendie.

Bassin versant n° 2 : 8 bennes de 30 m<sup>3</sup> à au moins 6 m des limites de propriété (4 dédiées aux déchets industriels non-dangereux, 4 bennes vides, l'exploitant intercale une benne vide entre deux bennes pleines).

**Constats :**

Visite de l'installation :



- les zones d'entreposage des bennes ne sont pas matérialisées par un marquage au sol ;
- présence de 22 bennes dans la zone de stockage ouest (> 16 bennes). Ces bennes sont bien implantées à plus de 9 m de la réserve incendie et à plus de 9,5 m de la limite de propriété. présence d'un merlon paysager d'environ 2 m en limite ouest de ce stockage. Les deux bennes les plus proches de la réserve incendie contiennent des déchets incombustibles (verre) ;
- présence de 4 bennes dans la zone centrale, elles sont implantées conformément au plan annexé à l'arrêté préfectoral du 09/06/2023 ;
- présence de trois bennes contenant des déchets incombustibles au nord-est de la réserve incendie ;
- présence de sept bennes vides sur le bassin versant n° 2.

Toutefois, l'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 30/09/2024, un état de ses stocks de déchets actualisé. Examen du document remis : faible dépassement de la quantité maximale prescrite en ce qui concerne les EMS en vrac (111,4 t > 110 t), absence de dépassement des quantités maximales prescrites pour les autres types de déchets. **L'exploitant doit néanmoins démontrer que le nombre de bennes qu'il entpose est désormais inférieur ou égal à celui prescrit.**

**Constat : L'exploitant entpose plus de 16 bennes de déchets dans la zone de stockage extérieure ouest. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas matérialisé les zones d'entreposage de ses bennes par un marquage au sol.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 17 : Alvéole A2 - capacité de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

Alvéole A2 : Déchets inflammables. [...] Dispositions spécifiques : [...] Formes de pente vers un avaloir central dirigeant les écoulements vers une rétention déportée de 10 m<sup>3</sup> située dans le bassin de régulation des eaux pluviales.

**Constats :**

L'exploitant déclare que les liquides éventuellement répandus au sol de l'alvéole A2 sont recueillis par un avaloir et dirigés vers une capacité de rétention déportée de 10 m3.

**Visite de l'installation :**

- présence d'une capacité de rétention déportée dans une zone cloisonnée du bassin de régulation du site ;
- présence d'un siphon de sol au centre de l'alvéole A2. Toutefois, bien qu'un seuil béton s'oppose à l'écoulement des liquides vers l'extérieur du bâtiment, il n'existe pas de tel dispositif pour s'opposer à leur écoulement vers le couloir d'accès à l'alvéole A2. En outre, le sol est plat et ne dispose pas d'une forme de pente dirigeant les écoulements vers le siphon de sol précité.

**Constat :** Le sol de l'alvéole A2 est dépourvu d'une forme de pente permettant de diriger les éventuels écoulements vers l'avaloir central du local. En outre, les liquides répandus au sol sont susceptibles de s'écouler hors de l'alvéole A2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 18 : Modifications de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant tient à jour la liste des installations existantes modifiées et restant à modifier.

**Constats :**

L'exploitant présente un document listant les locaux réaménagés ou créés dans le cadre de ses travaux d'extension depuis l'inspection du 09/11/2023 et à la date du 24/09/2024 :

- une dalle béton a été créée au niveau de la zone de stockage extérieure ouest (confirmé par la visite du site) ;

- les fondations du nouveau pont-bascule ont été réalisées (confirmé par la visite du site) ;
- le dispositif de collecte et de confinement des effluents potentiellement pollués du bassin versant n° 2 a été mis en service (voir point de contrôle n° 19 et 20).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 19 : Aménagement du bassin versant n° 2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

Bassin versant n° 2 [...] : les eaux de ruissellement sont traitées par le séparateur d'hydrocarbures n° 3 avant de rejoindre des noues d'infiltration présentant une contenance cumulée de 80 m<sup>3</sup> (point de rejet n° 3). En cas d'orage, et afin de faire face au risque de débordement des noues d'infiltration, un dispositif de surverse, doté d'un clapet anti-retour, permet de transférer l'éventuel trop-plein vers le bassin de régulation du bassin versant n° 1.

**Constats :**

Visite des installations - bassin versant n° 2 :

- présence d'un séparateur d'hydrocarbures ;
- présence d'une noue d'infiltration, d'après les plans présentés cette noue présente une contenance d'au-moins 80 m<sup>3</sup> ;
- la noue précitée est équipée d'un dispositif de surverse (trop-plein), qui, d'après les plans présentés, rejoint le bassin versant n° 1 ;
- le dispositif de surverse précité n'est pas équipé d'un clapet anti-retour.

**Constat :** Le dispositif de surverse du bassin versant n° 2 vers le bassin versant n° 1 n'est pas doté d'un clapet anti-retour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 20 : Rétention des eaux d'extinction – bassin versant n° 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes : [...] bassin versant n° 2 : bassin étanche d'un volume disponible en permanence d'au minimum 151 m<sup>3</sup>.</p>
<p>Constats :</p> <p>Visite des installations - bassin versant n° 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• présence d'un stationnement dédié aux poids lourds (risque d'incendie) et de 7 bennes de déchet vides ;</li><li>• présence d'un bassin de rétention en déblai-remblai rendu étanche par une membrane. Les eaux issues du séparateur d'hydrocarbures transitent par ce bassin avant de rejoindre un poste de relevage qui les transfère dans la noue d'infiltration. L'exploitant présente le plan de cet ouvrage, sa contenance indiquée, en tenant compte du réglage des poires de niveau du poste de relevage est de 149 m<sup>3</sup>, la cote retenue pour réaliser ce calcul est inférieure au niveau maximal du bassin et au niveau maximal des regards situés sur le réseau en amont. Les dimensions du bassin sont cohérentes avec celles indiquées sur le plan précité, <b>l'exploitant déclare qu'il va repositionner ses poires de niveau afin d'atteindre un volume de confinement de 151 m<sup>3</sup> dans le bassin</b>, en outre, les 2 m<sup>3</sup> actuellement manquants peuvent être contenus dans le poste de relevage et dans le réseau en amont du bassin ;</li><li>• absence de vanne d'isolement en val du poste de relevage. L'exploitant déclare que l'isolement des eaux potentiellement polluées par un incendie peut être réalisé par la coupure des pompes de relevage. Toutefois, l'armoire électrique associée ne comporte aucun dispositif pouvant être aisément actionné pour arrêter le fonctionnement des pompes (pour ce faire il est nécessaire d'ouvrir l'armoire électrique et d'y manipuler les disjoncteurs, ce qui requiert une habilitation). Par ailleurs les modalités d'isolement des eaux du bassin versant n° 2 ne sont pas clairement signalées.</li></ul> <p><b>Constat : Le dispositif d'isolement des eaux potentiellement polluées du bassin versant n° 2 n'est pas signalé ni actionnable en toute circonstance.</b></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois